

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Transition : les présidents mauritanien et sénégalais s'enquîèrent de la situation du Gabon

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

INTENSE activité diplomatique du président de la Transition, Brice Clotaire Oligui Nguema, à Ryad, en Arabie saoudite où il a récemment pris part au tout premier sommet entre ce pays et le continent africain. En marge de cette première rencontre du genre, le chef de l'État a eu une

série de rencontres avec des chefs d'État d'Afrique de l'Ouest. En effet, il a eu des entretiens de haut niveau avec Alassane Dramane Ouattara de Côte d'Ivoire, Mohamed Cheikh El Gazouani de Mauritanie, et Macky Sall du Sénégal. Comme on pouvait s'y attendre, le général Brice Clotaire Oligui Nguema a profité de ces rencontres pour expliquer à ses différents hôtes de prestige le contexte et les raisons ayant

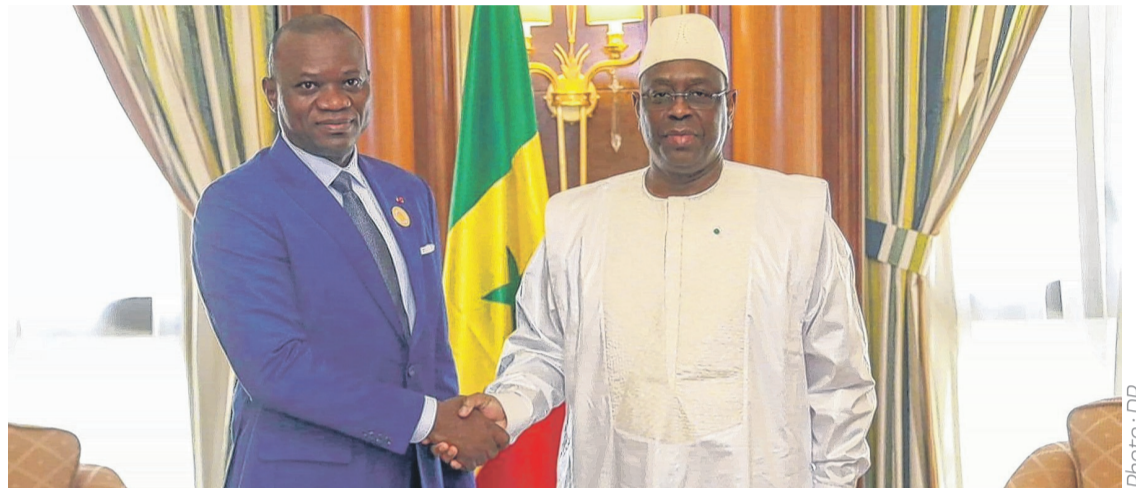


Photo: DR

Rencontre entre le président Brice Clotaire Oligui Nguema et son homologue sénégalais, Macky Sall.

motivé le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) à prendre le pouvoir, le 30 août dernier. Le président mauritanien a tenu à féliciter Brice Clotaire Oligui Nguéma pour tout ce qui a été fait

durant ces deux premiers mois de Transition, et l'a encouragé à réfléchir sur les voies et moyens de renforcer la coopération entre leurs deux pays. Même son de cloche chez son homologue Macky Sall, l'exhortant à mener à bon

port le processus de Transition en cours. Non sans lui prodiguer d'importants conseils. Durant ces différents échanges, il a été aussi question de la situation des fortes communautés mauritanienne et sénégalaise au Gabon.

Assemblée nationale : adoption à l'unanimité du Règlement intérieur



Photo: MOMBO Christian

J.K.M
Libreville/Gabon

CA y est, c'est fait. Les députés ont récemment adopté, à l'unanimité, au cours d'une séance plénière, le Règlement intérieur de l'Assemblée nationale. Un texte qui n'avait pas pu être adopté lors de la session inaugurale de cette Chambre du Parlement, le 30 octobre dernier, comme l'indiquent les dispositions du Mémoire sur la Transition. Ce qui les avait conduits à renvoyer l'examen au fond de celui-ci par la Commission des Lois, des Affaires administratives et des Droits de l'Homme. Une situation résultant des amendements qui avaient été apportés par certains d'entre eux. En ce sens, le président de l'Assemblée nationale, Jean-François Ndongou, porteur dudit texte, avait été auditionné, l'on se rappelle, le lundi 6 novembre écoulé, par les membres de la Commission susmentionnée, présidée par

le député Marcellin Mve Ebang. Audition au cours de laquelle il avait invité les députés à se hisser à la hauteur des enjeux de l'heure en faisant montre de discipline et d'exemplarité afin de contribuer à la restauration de la dignité de la Nation. Au terme de soixante-douze heures de travaux, les membres de ladite Commission sont, pour ainsi dire, parvenus à une mouture finale de cent cinquante (150) articles qui a emporté l'adhésion pleine et entière des quatre-vingt-sept (87) députés présents à la plénière. Mouture définissant les modalités d'organisation du travail législatif, précisant les procédures de délibération et déterminant les règles disciplinaires applicables à ses membres. Toutefois, celle-ci, conformément aux procédures établies, devrait être soumise à l'examen de la Cour constitutionnelle afin qu'elle statue sur sa conformité au Mémoire de la Transition et à la Constitution du 26 mars 1991.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

LE Dialogue national en gestation et dont le but est de poser les jalons des institutions solides et crédibles en vue de l'adoption surtout d'une nouvelle Loi fondamentale intéresse de plus en plus toutes les franges de la société. On en veut pour preuve, la rencontre qui s'est tenue dernièrement entre Raymond Ndong Sima, Premier ministre de la Transition, le Conseil des notables et dignitaires de la Nation et le Collectif des sages. Ces "anciens dignitaires de la République" sont allés signifier à l'hôte du jour leur volonté de prendre une part active au prochain Dialogue national. Occasion tout indiquée pour le chef du gouvernement de leur présenter en retour la "feuille de route" de la Transition, laquelle comprend six grandes missions, particulièrement les chantiers de son équipe. Dans la même foulée, le locataire du 2-Décembre a fait part à ces anciens commis de



Photo: DR

Les anciens dignitaires de la République avec le Premier ministre de la Transition au terme de leur rencontre.

l'État de son intention de privilégier la méthode inclusive tout au long de la période d'exception en cours en République gabonaise. C'est pourquoi il a demandé à ces derniers de faire parvenir leurs contributions en prélude à ces assises. Une initiative fort appréciée par Paul Malekou, porte-parole dudit collectif, et les siens. C'est pourquoi, les "doyens de la République" ont clairement affiché leur satisfaction quant au déroulement de l'actuelle transition politico-institutionnelle. Et ce,

sans effusion de sang et autres heurts depuis l'arrivée au pouvoir du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI). Non sans rassurer leur interlocuteur sur leur disponibilité et volonté à participer à la prochaine consultation nationale. "Nous avons insisté auprès du Premier ministre pour que le Conseil des notables et dignitaires ainsi que le Collectif des sages ne soient pas tenus à l'écart de ce Dialogue", a indiqué sans détour Paul Malekou.